Document généré le 16 juil. 2025 04:03

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

L'héritage des années Reagan : un premier bilan
The Reagan Inheritance: An Initial Accounting
La herencia de los años Reagan: un primer balance

Dorval Brunelle

Numéro 19 (59), printemps 1988

Repenser les solidarités étatiques

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1034241ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1034241ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Brunelle, D. (1988). L'héritage des années Reagan : un premier bilan. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (19), 69–74. https://doi.org/10.7202/1034241ar

Résumé de l'article

Depuis les années 1970, la situation économique et sociale n'a cessé de se dégrader aux États-Unis. On invoque souvent à ce sujet l'endettement du pays, le déficit budgétaire de même que la balance commerciale défavorable. Crise de croissance et problèmes de modernisation industrielle semblent reliés. Or cette situation et les mesures de redressement qu'elle commande n'ont pas le même impact pour tous les groupes sociaux. Et à ce sujet le reaganisme est forcément en cause. Après avoir situé la politique de Reagan dans son contexte historique, l'auteur nous présente rapidement le contenu idéologique de sa politique économique de même que ses principales réalisations. Alors que les retraités de l'État et de l'armée ainsi que les personnes âgées obtenaient certains avantages, une couche importante de la population américaine perdait du terrain, les paiements de transfert aux pauvres ayant été réduits. Comment évaluer les choix politiques de Reagan ? L'impasse dans laquelle se trouvaient déjà les États-Unis lorsque le président Reagan a été élu n'a vraisemblablement pas été dénouée par le recours à une économie politique de l'offre. La marge de manoeuvre qui reste au futur président et à tout le pays semble maintenant à toutes fins pratiques inexistante.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1988

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'héritage des années Reagan : un premier bilan

D. Brunelle

En cette année électorale, les diagnostics s'accumulent sur l'état de santé de l'économie américaine au terme des deux mandats successifs assumés par le président Ronald Reagan. Cette longévité, à elle seule, mérite d'être relevée, puisqu'un séjour continu de huit années à la Maison-Blanche ne s'était pas vu depuis la présidence du général Dwight D. Eisenhower, de 1952 à 1960. À cet égard, nonobstant l'accumulation de scandales comme « l'Irangate » et l'affaire du financement secret des « Contras », et de décisions fort contestées comme l'attaque surprise sur Tripoli, le président actuel aura bénéficié d'un soutien à peu près indéfectible de la part de l'opinion publique américaine et ce, bien que ses relations avec le Congrès aient été systématiquement conflictuelles. Mais, au fond, la Constitution des États-Unis est ainsi rédigée et appliquée qu'il peut être illusoire de penser que les rapports entre les pouvoirs exécutif et législatif puissent jamais être harmonieux. Ce qui est toutefois plus significatif et que nous allons relever en temps et lieu, c'est que le Congrès ne peut être dédouané devant la détérioration de la conjoncture, avec le résultat que les chances sont minces qu'un nouveau président, d'où qu'il vienne, puisse être en mesure de corriger la situation.

Quoi qu'il en soit, les bilans s'additionnent et, s'il paraît désormais acquis que tous les torts ne sauraient être imputés à la seule gouverne de Reagan (dans la mesure où ses prédécesseurs ont leur part de responsabilités dans l'évolution de la situation économique et sociale), il est de commune renommée que la « reaganomique » a joué un rôle déterminant dans l'aggravation de la crise.

Posée le plus simplement, la politique de la Maison-Blanche entre 1980 et 1988 a eu pour effet d'hypothéquer l'avenir à l'avantage du présent, c'est-à-dire d'accroître le bien-être matériel de certaines classes sociales, en particulier celui de la classe moyenne et des mieux nantis, non seulement au désavantage des plus démunis, mais également — et surtout peut-être — aux dépens des générations à venir. La critique du reaganisme doit ainsi se préoccuper du lot des laissés pour compte de la croissance économique tout autant que des sacrifices que devra s'imposer la postérité. Durant huit ans, les Américains auront vécu en pleine fiction économique, en consommant toujours plus sans avoir les moyens de le faire, avec le résultat que la masse des déficits atteint des proportions impressionnantes.

Avant de mettre en lumière les principales contraintes issues du reaganisme, nous reviendrons sur la dernière année de la présidence de Jimmy Carter.

La dernière année du président Carter

Il y a deux raisons pour lesquelles il n'est pas inutile de nous pencher sur l'héritage laissé à Reagan au moment de son accession à la Maison-Blanche. La première, c'est que plusieurs des politiques et prévisions conçues par son prédécesseur lui ont préparé la voie ; la seconde, et la plus déterminante sans doute, c'est que, à cette époque, les États-Unis, comme l'ensemble des pays capitalistes développés d'ailleurs, subissent les contrecoups d'une sévère récession.

Si ces deux explications ne doivent pas dédouaner le président Reagan de sa gestion économique et sociale, elles peuvent par contre servir à dépeindre un contexte où le reaganisme apparaît à la fois comme une option stratégique à laquelle on aura recours par défaut, en quelque sorte (c'est-à-dire faute d'envisager l'application de mesures plus radicales et plus fines d'intervention dans l'économie, par exemple), et comme un projet de société proposé pour surmonter le défaitisme prévalant dans l'opinion publique.

En ce qui concerne le premier point, il ne fait pas de doute que les années 1970 ont marqué l'échec des politiques interventionnistes à l'américaine, avec le résultat que les nombreux débats autour de la nécessité de mettre en place une politique industrielle sont progressivement marginalisés (Saussois, 1984) au profit d'un retour en force de la protection et de la sauvegarde d'un ordre de marché qui doit être mis à l'abri des ingérences gouvernementales. En ce sens, la montée du reaganisme est portée par un redéploiement à grande échelle du conservatisme, voire de ce que l'on appelle aujourd'hui le néo-libéralisme (Harbour, 1982 : 162-176).

Quant au second point, qu'il suffise de rappeler le profond traumatisme provoqué par le sauvetage raté des otages américains qui étaient détenus à Téhéran par les gardiens de la Révolution de l'ayatollah Khomeiny, et que la Central Intelligence Agency a voulu libérer une nuit de mai 1980, par un atterrissage surprise en plein désert.

Non seulement cet épisode illustre l'impuissance des forces armées américaines face au débordement d'une autre révolution sociale, il confirme surtout le recul de la puissance américaine dans le monde. Devant de tels déboires, le discours de Reagan proposera un repli très efficace sur les valeurs dites fondamentales d'un américanisme arrogant, qui trouvera son expression la plus significative dans la stigmatisation de l'URSS comme étant « l'empire du mal ».

En attendant, au moment où se déroule la campagne électorale présidentielle de 1980, les États-Unis sont aux prises avec des difficultés croissantes sur les plans économique et social.

Sur le front économique, alors que le président sortant prévoyait dans son avant-dernier budget, déposé en janvier 1979, que le taux d'inflation se situerait à 7,4 % durant l'année, le taux réel s'est élevé à 13,3 %. Et, l'année suivante, alors que ses prévisions le situaient à 10,4 %, le taux annuel moyen d'inflation atteint déjà 18,2 % en janvier [1].

La même année, le taux de chômage passe à 7,5 %, tandis qu'il s'était fixé à 5,9 % en 1979 [2]. Enfin, et peut-être surtout, pour la première fois depuis les années 1930, la croissance du PNB est négative, à - 1 %.

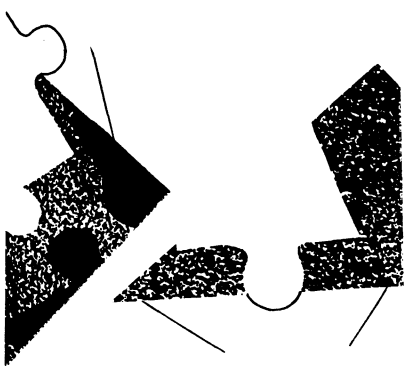
Cette détérioration de la situation économique pousse à un accroissement marqué de la demande de services sociaux. En effet, l'augmentation des niveaux de chômage influence surtout l'employabilité des adolescents, tandis que pour la seule année 1981 le vieillissement de la population accroît de 700 000 le nombre de nouveaux bénéficiaires admissibles en vertu du plan d'assurance-santé destiné aux personnes âgées (*Medicare*). En outre, on prévoit qu'il faudra apporter des soins à deux millions d'enfants pauvres de plus et à 100 000 femmes enceintes en vertu du *Child Health Assurance Program* (CHAP).

Enfin, toujours selon les prévisions du budget de l'année 1981 préparé par le président Carter en janvier, 2,4 milliards de dollars doivent être affectés au soutien des familles à faible revenu afin de leur permettre de faire face à l'augmentation des coûts de l'énergie. Cependant, devant la détérioration rapide de l'économie, le président présente au Congrès, à la fin de mars 1980, un nouveau budget où, en lieu et place du déficit annoncé trois mois plus tôt, il prévoit un sur-

plus budgétaire de l'ordre de 16,5 milliards de dollars, une fois effectuées des coupures budgétaires de l'ordre de 15 milliards de dollars dans les programmes sociaux, les projets de construction et les coûts de la Défense.

Ici encore, la gravité de la récession anéantit rapidement la validité de ces prédictions puisque, dès la fin de juillet, le déficit budgétaire prévu atteint plus de 60 milliards de dollars ; un taux de chômage de 8,5 % et un déclin économique de l'ordre de 3,1 % sont également attendus.

On a pu reprocher à Jimmy Carter sa stratégie visant à proposer un équilibre budgétaire en pleine récession économique : cet objectif le contraint à sabrer dans les services sociaux. Il devient de plus en plus clair toutefois que les propositions du candidat républicain Ronald Reagan gagnent en emprise et en crédibilité dans l'opinion publique américaine, au moment où les stratégies interventionnistes éprouvées semblent avoir fait leur temps.



La politique économique sous Reagan

La politique économique défendue par le nouveau président appartient à un courant théorique qui s'identifie sous l'appellation d'« économie de l'offre » (*supply-side economics*).

Reagan donne le ton en prononçant cette phrase célèbre dans son discours d'inauguration, en janvier 1981 : « *Government is not the solution to our problem... government is the problem* »[3]. Selon cette approche, si l'on retourne les taxes aux hommes d'affaires et aux travailleurs et si l'on réduit la taille du gouvernement, on accroît l'incitation au travail et la propension à épargner, en conséquence de quoi l'investissement progresse, la productivité augmente et l'inflation tombe.

À ce moment-là, l'économie américaine est toujours en pleine récession : en janvier 1981, les taux d'intérêt privilégiés oscillent autour de 20 %, l'inflation annuelle se maintient à 12 % et, en décembre, le taux de chômage atteint 8,8 %, ce qui signifie que plus de 9 millions d'Américains sont sans emploi.

Dans le premier budget qu'il soumet au Congrès, en février, le président propose la plus importante réduction d'impôt de toute l'histoire des États-Unis, de même que de profondes coupures dans tous les domaines d'intervention de l'État, à part la Défense (CQ, 1982 : 89). Ainsi, le budget prévoit des coupures de l'ordre de 35,2 milliards de dollars pour la seule année 1982, et des réductions de 130,6 milliards de dollars pour la période 1981-1984. Parmi les mesures fiscales annoncées, la plus importante est une réduction des taux d'imposition personnels de l'ordre de 30 % sur trois ans, l'ensemble de ces mesures devant priver le Trésor d'environ 749 milliards de dollars en cinq ans.

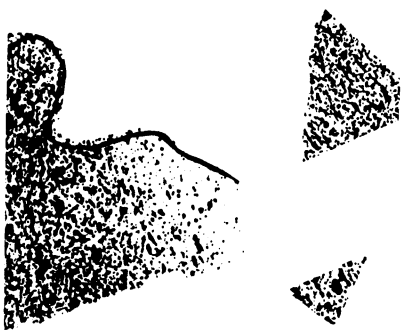
Si, dans un premier temps, les initiatives du président semblent avoir quelques effets sur des indicateurs comme le niveau d'inflation, qui se met à décroître, par contre, il apparaît très tôt que l'engagement d'équilibrer le budget dès 1984 est irréalisable et que, bien au contraire, avec l'approfondissement de la récession en 1981-1982, le déficit prévu est désormais fixé à 100 milliards de dollars, tandis que le taux de chômage atteint un sommet inégalé depuis la Deuxième Guerre (10,8 %), ce qui porte à plus de 12 millions le nombre des sans-emploi.

L'année suivante, on prévoit un déficit budgétaire de 182 milliards de dollars et l'on pense atteindre les 300 milliards en 1988 si aucun ajustement majeur ne se produit. Il apparaît de plus en plus clairement, pour les deux chambres, Sénat et Chambre des représentants, que la politique économique du président est intenable. Pour réduire le déficit, on se résout donc à opérer des coupures budgétaires et, surtout, à accroître les impôts de 98,3 milliards de dollars sur trois ans (CQ, 1983 : 27).

L'année 1983 est marquée d'abord et avant tout par la reprise économique. Le taux de chômage est à 8,2 % et l'inflation à 3,8 %, même si le déficit budgétaire atteint 195,4 milliards. Malgré son ampleur, ni l'Exécutif ni le Congrès ne semblent prêts à proposer les correctifs qui s'imposent en cette année pré-électorale. D'ailleurs, le budget fiscal de 1984 du Président, qui prévoit notamment un accroissement de 10 % des coûts de la Défense tout en préparant le gel des autres dépenses nationales, est rejeté tant par les républicains que par les démocrates du Congrès. À la place, celui-ci propose d'augmenter les taxes pour prévenir la majoration du déficit (CQ, 1985 : 127).

Ce rapide survol des prévisions économiques déposées entre 1981 et 1984 permet de faire ressortir à quel point l'Exécutif et le Congrès ont été incapables d'engager l'économie sur la voie de la reprise autrement qu'en accumulant les déficits budgétaires. Or, nous verrons bientôt que si cette stratégie était inévitable dans les circonstances, il n'était pas indispensable par contre que les dépenses consenties accroissent les

niveaux de consommation des couches les plus aisées au détriment du relèvement de la situation économique des plus démunis, d'autant moins que ces déboursés s'avéraient tout à fait improductifs.



Les bénéficiaires et les désavantagés du reaganisme

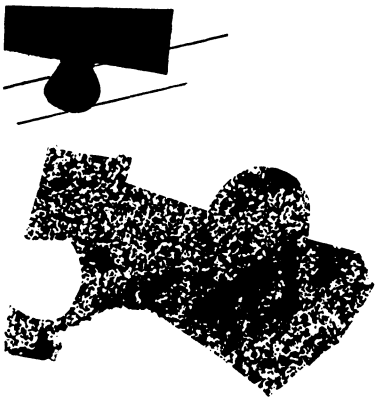
Nous venons d'indiquer que la politique économique conçue et appliquée sous la présidence de Ronald Reagan a favorisé certaines couches de la population américaine. En effet, au-delà de l'accroissement de la consommation totale, et malgré la réduction des services sociaux dont il sera question ci-dessous, les largesses de l'administration ont profité à trois groupes de citoyens : les retraités de l'État, ceux de l'armée et les personnes âgées.

Si, dans les deux premiers cas, la générosité des programmes de retraite est un legs des administrations antérieures, l'effet des politiques reaganiennes sur les personnes âgées est lié à une démarche spécifique qui vise à universaliser le paiement des prestations de telle sorte que les nantis soient avantagés au même titre que les plus démunis. Il s'agit donc d'une mesure visant à « décibler » les prestataires dans le besoin pour orienter les paiements de transfert vers l'ensemble d'un groupe.

Dans ces conditions, 56 % de tous les transferts fédéraux sont dirigés vers celles et ceux qui ont atteint 65 ans et plus, c'est-à-dire vers un groupe qui ne constitue pas plus de 12 % de la population totale. Cela se traduit, en moyenne, par des paiements de l'ordre de 9500 $ par année alors que, à l'autre bout, la totalité des autres transferts effectués, y compris les sommes versées au titre de l'éducation, ne représente que 950 $ par enfant. Pour Peter G. Peterson, cette stratégie procède d'une démarche qui favorise systématiquement les dépenses de consommation aux dépens de l'investissement, étant entendu que les dépenses des premiers bénéficiaires ne créent pas de richesse nouvelle tandis que les sommes allouées aux enfants auraient pu servir à des fins d'investissement, puisqu'elles influencent à la hausse leurs conditions de vie et d'apprentissage (Peterson, 1987 : 62). En effet, si les paiements de transfert aux plus âgés permettent à ceux-ci d'accroître leur niveau de vie, ceux qui sont dirigés vers les enfants et les adolescents constituent en définitive des gages sur l'avenir d'une société, de telle sorte qu'en facilitant le cheminement des jeunes vers l'autonomie et la qualification, les paiements de transfert constituent une forme d'investissement ; à l'inverse, toute économie à ce chapitre contribue à accroître leur dépendance vis-à-vis de l'État.

En marginalisant ainsi les prestataires les plus jeunes et les plus démunis, la gestion de la présidence s'est trouvée à creuser un fossé entre les générations, entre les sexes et entre les races, un fossé qui est beaucoup plus profond aujourd'hui qu'hier, d'abord parce que la distance économique et sociale s'est accrue entre ces groupes, ensuite parce que l'appareil productif a été orienté vers la satisfaction de certains besoins aux dépens de la rénovation des services d'éducation, de formation ou de recyclage.

En ce qui concerne les autres effets sociaux négatifs du régime, en 1984, le Bureau de recensement des États-Unis classait comme pauvres 34 millions d'Américains, soit 14,4 % de la population totale, pourcentage inégalé depuis 1964. Même si les querelles méthodologiques ont amené plusieurs analystes à contester ces chiffres (Nasar, 1986a), il n'en demeure pas moins que les politiques du président Reagan ont contribué à accroître le nombre de pauvres, certains auteurs allant jusqu'à calculer que la « reaganomique » aurait accru de 12 millions le nombre des individus les plus démunis depuis 1980 (Brand, 1986). Un fait est certain, les paiements de transfert aux pauvres ont été réduits [4]. Si l'on ajoute à ces compressions les effets de tout un ensemble de mesures de redressement économique, le résultat net des politiques reaganiennes a été de déplacer une fraction de la richesse totale des moins bien nantis vers les plus aisés. Durant le premier mandat de Reagan, le revenu moyen des plus pauvres a diminué de 281 $ alors que celui des plus riches a augmenté de 598 $ (Thurow, 1985).



Un premier bilan

Aux yeux d'une certaine opinion publique, les bilans qu'on peut tirer de l'administration Reagan ne sont pas tous négatifs, loin de là. Il n'est pas nécessaire de faire appel à ceux, classes, groupes, castes ou générations, qui ont effectivement bénéficié des largesses de la redistribution : plusieurs partisans d'un libéralisme classique voient dans le recentrement idéologique effectué sous la présidence de Reagan matière à l'expression du plus large optimisme. L'Amérique, dit-on, souffrait d'un profond « malaise » sous la présidence de Carter face à la détérioration de sa puissance dans le monde, tandis que, sur le plan interne, l'économie entrait dans la pire récession qu'on ait connue depuis la crise des années 1930.

Mais si un nouveau ton voire une nouvelle approche de la gestion publique constituent des acquis, même ses défenseurs les plus acharnés concèdent que la politique de Reagan a placé l'économie dans une position difficile (Feulner, 1988).

Quant aux opposants, ils n'ont de cesse de faire appel aux chiffres les plus éloquents, chacun y allant de ses calculs et analyses propres. Par exemple, Mark Green, candidat démocrate au Sénat et président de l'institut *Democracy Project*, relève que le legs d'un déficit total atteignant désormais deux billions de dollars correspond à un endettement de 30 000 $ par famille.

En fait, l'endettement des États-Unis progresse à un rythme tel qu'il est à prévoir que la dette fédérale totale dépassera à elle seule le cap des 50 % du produit national brut en 1991. Déjà, en 1986, l'endettement total des ménages, des entreprises et des gouvernements s'élevait à 9 millions de milliards de dollars (Gherson, 1987).

La première conséquence de ce phénomène, et la plus importante en définitive sur le plan national et international, est que les États-Unis ont très rapidement glissé du statut de premier créancier parmi les pays capitalistes développés à celui de premier débiteur (Nasar, 1986b).

Si un tel résultat avait été atteint à la suite d'investissements massifs consacrés à la modernisation de l'appareil productif et à l'infrastructure économique, voire au renouvellement des institutions publiques comme l'éducation et les services sociaux, la situation pourrait être envisagée différemment. Mais ce n'est pas le cas, puisque la fonction privilégiée de l'endettement au cours de ces années a été de soutenir et d'accroître la consommation totale des ménages et des individus, de sorte que tous ces engagements n'auront servi en définitive qu'à soutenir de manière artificielle le niveau de bien-être matériel, alors même que les consommateurs n'étaient déjà plus en mesure d'en assumer les coûts.

Quelque argument que l'on puisse fournir en soupesant les avantages et les désavantages sociaux du reaganisme, en mettant en parallèle les emplois créés et les sacrifices imposés à certaines couches de la population comme les Noirs, les mères célibataires et les enfants démunis, il n'en reste pas moins que la stratégie de développement économique était compromise au point de départ.

La première remarque que nous pouvons tirer de ce constat est que, si le président Reagan a hérité d'une situation économique difficile, le recours à une économie politique de l'offre (*supply-side economics*) dans de telles circonstances a contribué à accroître les difficultés à venir en reportant à plus tard le financement d'une abondance matérielle que les Américains n'étaient déjà plus en mesure de financer.

Conclusion

Il est une anecdote qui court dans les milieux politiques américains et qui vaut la peine d'être rapportée : en janvier 1989, après avoir passé les pouvoirs à son successeur, éventuellement un démocrate, l'ex-président Reagan s'envole vers une retraite bien méritée, en Californie ou ailleurs. Tandis qu'il voyage en avion, la bourse de New York est secouée par le plus terrible krach financier de toute l'histoire. Quand l'appareil touche le sol, une meute de journalistes attend Ronald Reagan pour recueillir ses commentaires sur l'état de crise qui sévit. « Je vous avais bien dit que les démocrates étaient incapables de gouverner ! » déclare l'ex-président.

Aux prises avec un déficit budgétaire record, une balance commerciale défavorable, un niveau d'épargne interne en chute libre, les États-Unis se sont placés dans une position où leur consommation n'est plus soutenue que par les entrées de capitaux étrangers et par l'endettement.

On imagine mal les privations que le pays devrait s'imposer pour relancer sa croissance et financer un développement industriel soutenu. Depuis plusieurs années déjà, les observateurs les plus impartiaux signalent que tous les voyants économiques sont au rouge.

Alors, quels qu'aient pu être les effets néfastes du reaganisme sur certaines couches démunies de la population, il n'y aurait désormais qu'une seule solution devant l'ampleur du désastre : s'attaquer au niveau de vie des classes moyennes et des plus fortunés.

Mais un tel réalignement supposerait le recours à une gestion beaucoup plus autoritaire et intransigeante. Sinon, ne peut-on pas envisager que les États-Unis deviennent « l'Inde de l'Amérique », comme l'écrit Hermann Vinke dans un article sur les sans-abri de Washington publié dans *Die Zeit* le 22 janvier 1988 (p. 24) ? Sans aller jusqu'à souscrire à ce genre de constat extrême, on peut penser que l'après-reaganisme ne peut pas suivre indéfiniment la voie tracée malgré toute l'emprise qu'exerce encore et toujours le conservatisme sur la gouverne politique aux États-Unis, ainsi que peuvent en témoigner tous les candidats actuels à la succession, républicains ou démocrates. En définitive, la question qui reste sans réponse est celle de savoir jusqu'à quand les Américains pourront maintenir leur niveau actuel de consommation tout en laissant aux investisseurs étrangers la tâche de renouveler une structure industrielle menacée par l'obsolescence (Thurow et D'Andrea Tyson, 1987).

Dorval Brunelle
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

Notes

[1] Ces données et celles qui suivent sont tirées de CQ, 1981 : 131-140.

[2] On calcule qu'aux États-Unis, chaque augmentation de 1 % du taux de chômage correspond à l'addition d'un million de chômeurs à la cohorte des sans-emploi.

[3] « Le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes... le problème c'est le gouvernement. »

[4] Les transferts fédéraux comptaient pour 2,4 % du PNB en 1980 et sont passés à 2,2 % en 1984, selon Nasar, 1986a : 76.

Bibliographie

BRAND, H. 1986. « The Sour Fruits of Reaganomics », *Dissent*, été : 263-271.

CQ. 1981 : *Congressional Quarterly*, The 36th Annual Almanac, 96th Congress, 2nd Session, 1980, Washington, D.C.

CQ. 1982 : *Congressional Quarterly*, XXXVII, Washington, D.C.

CQ. 1983 : *Congressional Quarterly*, XXXVIII, Washington, D.C.

CQ. 1985 : *Congressional Quarterly*, XL, Washington, D.C.

FEULNER, Edwin J., Jr. 1988. « Looking to the Reagan Legacy. He Restored American Pride and Jobs », *International Herald Tribune*, 23-24 janvier : 4.

GHERSON, Giles. 1987. « Massive U.S. Debt Sends Worrying Signals North », *The Financial Post*, 26 janvier.

HARBOUR, William R. 1982. *The Foundations of Conservative Thought. An Anglo-American Tradition in Perspective.* Notre Dame, University of Notre Dame Press.

NASAR, Sylvia. 1986a. « America's Poor: How Big a Problem ? », *Fortune*, 26 mai : 74-80.

NASAR, Sylvia. 1986b. « The $2 Trillion Debt Headache », *Fortune*, 10 novembre : 42-46.

PETERSON, P.G. 1987. « The Morning After », *The Atlantic Monthly*, octobre : 43-69.

SAUSSOIS, Jean-Michel. 1984. « Les USA à la recherche d'une politique industrielle », *Revue française de gestion*, 46, juin-juillet-août : 61-69.

THUROW, Lester C. 1985. « The « Big Trade-Off » Debunked: The Efficiency of a Fair Economy », *The Washington Monthly*, novembre : 47 et suiv.

THUROW, Lester C. et Laura D'ANDREA TYSON. 1987. « The Economic Black Hole », *Foreign Policy*, 66, été : 3-21.